

Bras de fer en vue entre Bush et le Congrès

Les démocrates ont pris, hier, les commandes des deux Chambres du Congrès américain. Ils veulent, en 100 heures, annuler des cadeaux fiscaux et relever le salaire minimal.



Nancy Pelosi (main levée au premier plan) est la première femme à présider la Chambre des représentants.

Trop ambitieuse, Nancy Pelosi ? Deux mois après avoir remporté les élections de mi-mandat, les démocrates ont effectivement pris les commandes du Congrès américain, hier, à l'inauguration du nouveau Parlement. Et cette élue californienne de 66ans, première femme à présider la Chambre des représentants (une institution vieille de 218ans), a aussitôt annoncé la couleur: la nouvelle majorité fera passer six mesures emblématiques au cours des cent premières heures de leur retour au pouvoir.

Cela va de la hausse du salaire minimal – de 5,15 à 7,25dollars/l'heure sur deux ans – à l'abrogation des ristournes fiscales à l'industrie

pétrolière, si proche de l'administration Bush. Du soutien à la recherche sur les cellules souches (contre laquelle la droite religieuse ferraille) à un encadrement strict de l'activité des lobbyistes, mêlés à des scandales politico-financiers retentissants ces dernières années.

Cent heures ne suffiront sans doute pas. Car si l'adoption des réformes est une formalité à la Chambre des représentants, où les démocrates s'appuient sur une large majorité, la «cohabitation» avec le président Bush pourrait très vite tourner à l'aigre au Sénat. Républicains et démocrates y siègent en nombre égal (49). Ces derniers peuvent compter sur

l'appoint de deux sénateurs indépendants. Mais cela n'empêchera pas des opérations de «filibusterie» qui permettent à un seul parlementaire de bloquer un texte pendant des semaines, dès lors que la majorité ne dispose pas d'au moins 60voix. Qui plus est, le mince avantage démocrate tient à un fil: un républicain succéderait à Tim Johnson, sénateur démocrate du Dakota du Sud, dans le coma depuis un mois, s'il venait à décéder.

L'Irak, sujet de fâcherie

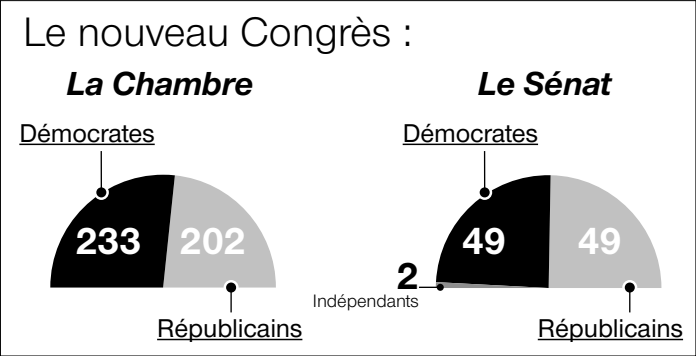
Pour l'heure, George Bush et les dirigeants démocrates font assaut d'amabilités. «Nous pouvons prouver au peuple américain que les républicains et les démocrates peuvent se mettre d'accord pour permettre à l'Amérique de devenir une société plus sûre, plus prospère et pleine d'espoir», écrivait le chef de la Maison-Blanche, mercredi, dans une tribune au *Wall Street Journal*, tout en mettant en garde ses adversaires contre la tentation d'augmenter les dépenses.

La guerre en Irak, cause de la défaite des républicains en novembre, devrait détraquer le climat très rapidement. Le Président doit dévoiler,

la semaine prochaine, une nouvelle stratégie. George Bush pourrait annoncer l'envoi de milliers d'hommes supplémentaires. Les démocrates réclament, selon leur tendance, soit un retrait immédiat, soit un calendrier pour le rapatriement des GI's. Ils ne devraient pas prendre le risque, cependant, d'amputer les crédits à la guerre en Irak et en Afghanistan (8 milliards de dollars par mois).

À deux ans de la présidentielle de 2008, ils ne peuvent ni mettre en danger les soldats sur le terrain, ni apparaître antipatriotiques. Aussi leurs attaques devraient-elles se concentrer sur l'administration Bush. Le nouveau Sénat pourrait déclencher une avalanche d'enquêtes. Il a déjà annoncé l'audition de la secrétaire d'État Condoleezza Rice sur les arguments – autrement dit les mensonges – qui ont justifié l'entrée en guerre en mars 2003.

■ **L'ancien ambassadeur américain à l'Onu puis en Irak, John Negroponte, va devenir le numéro 2 du Département d'État américain où il secondera Condoleezza Rice.** Après l'Irak, il avait dirigé les renseignements américains.



Pour la première fois, un socialiste au Sénat américain

C'était la journée des premières, hier, sur *Capitole hill*, la colline de Washington où siège le Congrès. Outre Nancy Pelosi, première présidente de la Chambre des représentants, le premier député musulman a siégé: Keith Ellison, démocrate du Minnesota, a prêté serment sur un exemplaire du Coran qui a appartenu à Thomas Jefferson, le troisième président de l'histoire américaine.

La sensation est aussi venue du Sénat, qui a accueilli son premier élu socialiste. Aux États-Unis, l'étiquette sent le souffre: elle évoque plus le «péril soviétique»

que la social-démocratie à l'euro-péenne. Mais Bernard Sanders, l'heureux élu, n'est pas tout à fait un inconnu.

À 65 ans, ce New-Yorkais à l'allure d'universitaire débraillé a derrière lui une longue carrière dans le Vermont. En 1981, il remporte, contre toute attente, et de dix voix seulement, la mairie de Burlington, principale ville de ce petit État du Nord-Est. Un tremplin: en 1990, il conquiert le seul siège du Vermont à la Chambre des représentants, avant de se présenter en indépendant, en novembre 2006, à la sénatoriale. Il a obtenu 65% des

voix face à un multimillionnaire.

«C'est un phénomène, s'amuse le politologue Garrison Nelson. **Bernie n'a ni parti, ni fortune, ni relations. Que l'État le plus rural du pays choisisse un juif socialiste de Brooklyn pour le représenter n'a aucun sens.**» Cathy Resmer, journaliste à Burlington, a son explication: «Il est intègre, honnête, il aime secourir le cocotier.»

Au Sénat, l'indépendant Bernard Sanders a l'intention de monnayer son vote, précieux appoint pour les démocrates, contre un accès à la tribune, où il chantera le modèle scandinave d'État providence.



Bernard Sanders.

Le client impose ses horaires aux salariés

Le plus grand employeur privé des États-Unis est en train de chambouler la vie de ses salariés. À l'ordre du jour, la flexibilité totale des horaires.

Adapter son nombre de salariés à la présence ponctuelle du client en magasin, toute grande surface en rêve. WalMart, le géant mondial de la grande distribution (1,3 million d'employés), est en train de le faire.

Depuis le début de l'année, l'entreprise a commencé à fixer les horaires de travail d'une grande partie de ses salariés américains en utilisant un logiciel informatique – Kronos – qui permet d'adapter les effectifs à l'affluence dans ses rayons.

Un système conçu pour «améliorer les gains de productivité», assure la direction. Dans la pratique, ce logiciel suit les ventes dans chaque magasin, comptabilise le nombre de transactions effectuées et mesure sa fréquentation tous les quarts d'heure. À partir de ces données, il comparera les chiffres collectés pendant une période de sept semaines avec ceux de l'année précédente, avant de fixer l'emploi du temps des salariés.

Pour les employés, il faudra donc être disponible n'importe quand. Impossible, pour une caissière, de savoir à quel moment de la journée elle aura besoin d'une garde d'enfants. Impossible, aussi, de savoir ce qu'elle gagnera en fin de mois, puisque son activité sera fluctuante.

«Disponibles n'importe quand»

Des syndicats font valoir que ce système informatique permettra aussi à l'employeur de «connaître l'instant précis où le salarié va passer en heures sup». Et le renvoyer chez lui avant.

«Cela va avoir des implications dévastatrices pour les employés», souligne Paul Blank, directeur de l'Union des travailleurs du commerce alimentaire. «En fait, l'ordonateur va calculer combien il faut, en permanence, de travailleurs à temps partiel et à temps plein, sur place, pour que ça coûte le moins

cher possible à l'employeur.»

De son côté, la porte-parole de WalMart, Sarah Clark, jure que, dans 39 magasins où le logiciel a été testé, l'an dernier, «70% des clients ont ressenti une amélioration au moment du passage en caisse».

De l'autre côté du tapis, on tend le dos. Tani, caissière à plein-temps d'un magasin test du Michigan, travaillait près de 35 heures par semaine «mais ni le lundi ni le jeudi». Son directeur, en mai 2006, a ramené son emploi du temps à 12 heures par semaine. Histoire de lui faire comprendre qu'elle devait se montrer plus souple sur ses horaires de présence.

La *Charleston Gazette* raconte même que les employés d'un magasin local ont été informés qu'ils devraient, désormais, «être disponibles à n'importe quel poste, n'importe quand, sept jours sur sept», entre 7 h et 23 h. Pas d'accord ? Virés !

À Bil'in, les Palestiniens butent contre le mur

En manifestant chaque vendredi à la barrière qui sépare Israël de la Cisjordanie, les Palestiniens de Bil'in crient leur asphyxie.

BIL'IN (*correspondance*). – «Yalla !» Fin de la prière du vendredi à Bil'in, commune de 1 600 habitants de Cisjordanie, à une heure de route de Jérusalem. Un groupe prend la direction de la «frontière». Au-delà de la colline se déploient des champs d'oliviers et la colonie juive de Modi'in Illit. Un tracteur ouvre la marche aux manifestants unis sous la banderole «Seule la paix peut faire cesser le feu !» Derrière la barrière de métal, des soldats israéliens les attendent.

Bil'in symbolise la résistance palestinienne à l'«occupant» hébreu depuis que la «clôture de sécurité» l'a privée de presque 60% de ses terres. «On se battra jusqu'à ce que l'on ait récupéré nos terres et qu'Israël ait détruit la barrière», promet calmement Nassir, du Comité populaire, pilier de la protestation hebdomadaire. Aujourd'hui, avec le renfort de pacifistes israéliens et internationaux, ils sont à peine une centaine.

À mi-chemin, un gamin portant keffieh et treillis militaire crie à des soldats postés sur un toit: «Descends si t'es un homme !» Alhan, 15 ans, était chez elle quand ils sont entrés ce matin: «J'ai peur, ils sont dangereux...» Arrivée à la barrière, la foule dresse un drapeau palestinien et jette à l'armée ses intentions pacifistes: «De l'occupation naît le terrorisme !» Militants et militaires ne se regardent pas longtemps en chiens de faïence; l'amas de barbelés protégeant la clôture a bougé: réplique immédiate par des tirs de balles en caoutchouc.

Vingt minutes de mêlée plus tard, un jeune Israélien est arrêté, un autre saigne du crâne: «Un soldat israélien m'a blessé avec son arme», raconte-t-il, enturbanné d'un bandage confectionné par



Eléonore de Narbonne

Derrière la barrière, les soldats israéliens occupent le territoire de Bil'in. Les manifestants viennent se router à eux chaque vendredi.

le médecin du Croissant-Rouge. Je suis en colère.» Face à face fratricide d'une génération. Aveuglée par les gaz lacrymogènes, la marche se disperse. Les Jeeps s'élancent à leur poursuite, pour elles le passage s'est ouvert. La

barrière est toujours là, la paix pas encore.

Eléonore de NARBONNE.

- **Le mur.** 700 kilomètres en cours d'édification depuis juin 2002, afin d'empêcher physiquement toute intrusion d'activistes palestiniens sur le territoire d'Israël.
- **Toujours pas de nouvelles** de Jaïme Razuri, le journaliste-photo de l'Agence France-Presse enlevé, lundi, dans la bande de Gaza. Son rapt n'a pas été revendiqué.
- **Rencontre Mubarak-Olmert**, hier, à Charm-el-Cheikh. Au centre des discussions entre le président égyptien et le Premier ministre israélien: comment relancer un processus de paix ?
- **Rencontre Abbas-Haniyeh**, la nuit dernière à Gaza. Une face à face entre le président palestinien et le Premier ministre pour mettre fin aux affrontements Fatah-Hamas.



Le monde en bref

Zapatero va exposer sa stratégie antiterroriste

L'Espagne a observé, hier, un jour de deuil après la découverte du corps d'un équatorien tué lors de l'attentat commis, samedi, par l'ETA. José Luis Zapatero, le chef du gouvernement espagnol est déterminé, plus que jamais à parvenir à la paix et se prépare à exposer sa stratégie antiterroriste devant le Parlement. Au Pays basque, la police autonome a découvert une voiture chargée de 90 kg d'explosifs probablement abandonnée par des membres d'ETA, dans la localité d'Abando.

Des touristes français bloqués au Cap-Vert

«La brume sèche», des vents de sable du Sahara qui soufflent ponctuellement sur les îles du Cap-Vert, empêche les petits avions de décoller. Conséquence: une vingtaine de touristes français, venus passer les fêtes de fin d'année sur l'île de Sao Vicente, attendent, depuis mardi soir, de rejoindre l'île de Sal, où se situe l'aéroport international. Exaspérés par l'attente, ils ont organisé, hier matin, un sit-in à l'aéroport de Sao Vicente, empêchant l'enregistrement d'autres passagers sur le seul vol prévu de la journée. D'après l'une des touristes, ils ont reçu la promesse de pouvoir partir, soit par le vol d'aujourd'hui, soit par bateau.

Algérie : Belkhadem veut remanier son équipe

Le chef du gouvernement algérien Abdelaziz Belkhadem a déclaré, hier, avoir fait part au président Abdelaziz Bouteflika de son souhait de remanier son équipe en poste depuis le 25 mai 2006. La Constitution algérienne donne au chef de l'État les prérogatives de décider ou non de ce changement.

Boeing a dépassé les mille commandes l'an dernier

L'avionneur américain Boeing a enregistré, en 2006, 1044 commandes nettes d'avions commerciaux, contre 1 002 en 2005. Cela devrait lui permettre de reprendre facilement la place de leader mondial du secteur à son rival européen Airbus. Celui-ci en était à 694 commandes vers Noël. Et une commande d'une centaine d'A320 par Air Asia, qui n'était pas encore, hier, confirmée, ne suffira pas pour qu'Airbus rattrape son retard.

Le pape visite une soupe populaire à Rome



Reuters

Le pape Benoît XVI a rendu visite, hier, à Rome (*photo*) à une des cantines sociales de l'organisation caritative catholique Caritas pour sa première sortie publique en 2007. Benoît XVI a inauguré et a donné sa bénédiction à une plaque rappelant la visite de son prédécesseur Jean-Paul II, qui s'était rendu dans la structure de la Caritas le 20 décembre 1992. En signe d'hommage, le pape a reçu une carte d'adhésion «honoraire» pour la soupe populaire de la Caritas. Le Vatican a de son côté offert 10000 couvertures et 2000 manteaux pour affronter l'hiver.

OMS : priorité aux femmes et à l'Afrique

La Chinoise Margaret Chan, 59 ans, a pris, hier, ses fonctions à la tête de l'Organisation mondiale de la santé. Première de son pays à diriger un organe des Nations unies, elle a déclaré: «Je veux que ma direction soit jugée d'après l'effet de notre action sur la santé de deux populations: les femmes et les Africains.» Margaret Chan avait été élue à la direction générale de l'OMS, en novembre, suite au décès de son prédécesseur Lee Jong-wook. Elle exposera son projet pour l'organisation à l'Assemblée mondiale de la santé, en mai prochain.

Coaccusés de Saddam : exécution repoussée

L'exécution des deux coaccusés de Saddam Hussein, Barzan al-Tikriti et Awad al-Bandar, prévue, hier matin, a été reportée de quelques jours par les autorités irakiennes sous les pressions internationales. Les deux hommes devraient être exécutés dimanche. De la «manière la plus convenable possible», souhaite la Maison Blanche. Hier soir, Georges Bush a déclaré que la pendaison de Saddam Hussein aurait dû «être plus digne». Deux employés du ministère irakien de la Justice, qui ont assisté à l'exécution, ont été arrêtés dans le cadre de l'enquête sur la vidéo pirate diffusée.

Huit Palestiniens tués à Ramallah et à Gaza

Quatre Palestiniens ont été tués, hier, et au moins vingt autres blessés lors d'une incursion de l'armée israélienne dans le centre de Ramallah. Youssef Abdel Kader, 23 ans, et Khalil al Badawi, 20 ans, ont succombé à leurs blessures par balles peu après leur transfert dans un hôpital. Par ailleurs, à Gaza, quatre autres Palestiniens ont été tués, hier, dans des affrontements entre partisans du Hamas et du Fatah.

Boeing : les recherches s'intensifient

Un avion américain devait se joindre, hier, aux recherches pour retrouver le Boeing 737 porté disparu, lundi, en Indonésie avec 102 personnes à son bord. Les moyens terrestres, aériens et maritimes ont été renforcés. Le président Susilo Bambang Yudhoyono a ordonné la création d'une commission spéciale pour évaluer les transports, après une série d'accidents aériens et maritimes. Des survivants du ferry qui a sombré, il y a une semaine, au large de l'île de Java, ont été retrouvés, ces derniers jours: une douzaine étaient accrochés à une plate-forme pétrolière et une quinzaine d'autres se trouvaient sur des bateaux de sauvetage, à environ 300 kilomètres du lieu du naufrage. 222 personnes ont été sauvées, sur 542 passagers.

Somalie : la chasse aux islamistes se poursuit

Les opérations contre les islamistes somaliens, auxquelles les États-Unis se sont joints, se poursuivront «tant qu'ils seront en Somalie», a prévenu, hier, le gouvernement, alors que des initiatives diplomatiques commencent à être prises pour régler la crise. Le président ougandais Yoweri Museveni, qui a mis un bataillon à la disposition d'une éventuelle force de paix africaine en Somalie, est arrivé, hier, à Addis-Abeba pour des entretiens avec le Premier ministre éthiopien Meles Zenawi, dont l'armée a défilé les forces des tribunaux islamiques. Selon le vice-Premier ministre somalien, «environ 3 000 combattants islamistes avec leurs armes sont dans la capitale [...]». Pour nous, la mission contre les islamistes n'est pas terminée. Nous allons les réprimer tant qu'ils seront encore en Somalie, même d'un centimètre.»

Sur le blog d'Ouest-France

Cette semaine, on débat :

- des vœux pour de meilleures années
- et l'on collecte des poèmes de Normandie, Bretagne, Pays de la Loire... et d'ailleurs

blog.ouest-france.fr

ouest-france